



Quatrième Conférence sur le changement climatique
et le développement en Afrique

Distr.: générale

ECA/CCDA/4/Inf.1
9 septembre 2014

Marrakech (Maroc)
8-10 octobre 2014

Français
Original: anglais

Note conceptuelle

*« L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent: mettons nos connaissances
sur le climat au service de l'action »*

I. Contexte

1. Malgré le ralentissement de l'activité économique dans le monde, les économies africaines ont enregistré un fort taux de croissance au cours des dix dernières années, taux qui devrait se maintenir à 5,3 % en 2014 (Perspectives économiques en Afrique, 2013). Il faudrait toutefois que la richesse générée par cette croissance économique s'étende à la majorité pauvre qui, pour ses moyens de subsistance, dépend essentiellement de secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture et la pêche. Incapable de satisfaire les besoins de sa population croissante, l'agriculture africaine abandonne près de 300 millions de personnes à la faim, le continent devant importer pour plusieurs milliards de dollars de produits alimentaires par an.
2. Les changements climatiques devraient rendre encore plus difficile la recherche d'une solution au problème car ils ont des effets perturbateurs sur les systèmes de production agricoles, l'environnement et la biodiversité. D'après le 5^{ème} Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), une hausse de la température de plus de 2°C pourrait aggraver le déficit alimentaire actuel et empêcher la majorité des pays africains d'atteindre l'Objectif n°1 des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), à savoir réduire l'extrême pauvreté et éradiquer la faim d'ici à 2015. L'Afrique doit donc examiner les options susceptibles d'améliorer la performance agricole et de renforcer ses capacités, l'objectif étant de transformer les changements climatiques en opportunités et de contribuer à réduire la pauvreté à grande échelle tout en assurant la sécurité alimentaire pour tous.
3. L'Afrique est capable de relever le défi et d'inverser ce scénario permanent de déficit alimentaire. Avec ses vastes étendues de terres cultivables (dont 60% sont inutilisées) et ses non moins nombreuses réserves en eau, l'Afrique peut transformer ses systèmes de production agricoles. Si l'on permettait aux agriculteurs africains de s'approprier les informations et les connaissances sur les changements climatiques, ils pourraient non seulement produire de la nourriture pour eux-mêmes et leurs familles, mais aussi en faire une activité commerciale et une source de revenu. En outre, la diffusion de connaissances sur le climat contribuerait à réduire les pertes liées au problème de stockage, au coût élevé des transports et aux mauvaises pratiques concernant la transformation et le commerce de détail. À y regarder de plus près, les chaînes de valeurs agricoles, l'entrepreneuriat rural et les technologies de l'information et de la communication (TIC) pourraient aussi créer des possibilités d'emplois lucratifs dans les zones rurales et réduire ainsi le taux d'exode des jeunes ruraux vers les centres urbains. Il est essentiel d'attirer les jeunes et de les inciter à rester dans le secteur agricole pour améliorer les performances de l'agriculture et sa viabilité.
4. Pour que l'Afrique puisse se nourrir elle-même maintenant et dans le futur, il faudrait investir davantage sur la recherche en changement climatique, en biotechnologie et développement et en innovation. Il faudrait en outre rendre la technologie accessible et abordable pour les agriculteurs, multiplier les opportunités d'accès facile au financement et à l'assurance agricoles, faciliter les échanges et l'accès aux marchés à tous les niveaux et créer des conditions propices aux investissements du secteur privé dans la chaîne de valeur agricole. Toutefois, la performance agricole ne saurait s'améliorer sans investir dans les énergies propres et efficaces. Chose toute aussi importante, il faudrait mieux comprendre le lien entre l'agriculture, l'énergie et l'eau, et comment l'Afrique peut tirer parti des écosystèmes et du capital naturel pour réaliser son autosuffisance alimentaire.
5. L'agriculture, pourvoyeuse d'emplois à une population jeune et en augmentation rapide, restera le principal moteur de croissance économique en Afrique. La chaîne de valeur agricole présente en effet des points d'entrée et des pistes multiples pour amener le programme de transformation de

l'Afrique vers une économie verte et un développement à faible émission de carbone. Les quatre sous-thèmes de la quatrième Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique permettront d'approfondir les analyses sur la chaîne de valeur agricole en vue de relancer la productivité et d'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires sur le continent. Les sous-thèmes aideront aussi à recenser les domaines stratégiques pour aligner la chaîne de valeur agricole et propulser l'Afrique vers un développement vert et à faible teneur en carbone. Les travaux de la Conférence sur l'économie verte permettront de faire ressortir les éléments saillants des sous-thèmes.

6. Le Programme ClimDev-Africa (Climat pour le développement en Afrique) organise la Conférence dans le cadre des efforts qu'il déploie sans relâche pour promouvoir l'utilisation des connaissances sur les changements climatiques afin d'améliorer la performance agricole face aux changements climatiques et de maintenir un rythme de croissance économique qui permettra à l'Afrique d'assurer son autosuffisance alimentaire et d'éradiquer la pauvreté. La Conférence mettra l'accent sur les moyens permettant au continent de nourrir sa population et d'alimenter sa croissance malgré les défis posés par les changements climatiques. Elle traitera en particulier des moyens d'utiliser les informations climatologiques disponibles, les technologies à énergie propre, l'innovation, la recherche et le développement pour améliorer la performance agricole et réaliser la transformation structurelle de l'économie. Par ailleurs, elle servira de plate-forme pour partager des données d'expérience, examiner les nouveaux défis liés au climat, tirer parti des nouvelles connaissances et explorer les opportunités ouvertes par les changements climatiques afin d'améliorer la chaîne de valeur agricole et, partant, d'assurer la sécurité alimentaire maintenant et à l'avenir.

7. Le thème de la Conférence, « *L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent: mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action* », est d'autant plus pertinent que l'Union Africaine célèbre en 2014 l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

8. La quatrième Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique se tiendra du 8 au 10 octobre 2014, à Marrakech (Maroc).

II. Objectifs de la Conférence

9. L'objectif global est de créer une plate-forme d'échanges sur la manière dont l'Afrique peut utiliser les connaissances climatologiques pour transformer ses systèmes de production agricoles en vue d'assurer son autosuffisance alimentaire aujourd'hui et demain, et d'améliorer ainsi le bien-être socioéconomique de ses populations.

10. Les objectifs spécifiques sont les suivants:

a) Comprendre le rôle des services de données et d'informations climatologiques et des connaissances sur les changements climatiques dans la transformation et la gestion des risques et des opportunités tout au long de la chaîne de valeur agricole;

b) Examiner les effets des tendances et des prévisions climatiques récentes sur les systèmes de production agricoles et les infrastructures connexes;

c) Mieux comprendre l'importance du capital naturel et des services écosystémiques pour la performance et la viabilité de l'agriculture;

d) Identifier les problèmes de financement et de technologie ainsi que les opportunités de réalisation des chaînes de valeurs agricoles résistantes au climat;

e) Tirer parti des recommandations de la troisième Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique et des nouveaux domaines de recherche sur le climat tels qu'identifiés lors de la Conférence de 2013 sur le climat en Afrique.

III. Produits et résultats attendus

A. Produits

- a) Note succincte au sujet de la Conférence
- b) Rapport de la Conférence
- c) Documents d'orientation politique
- d) Publications Web
- e) Publications quotidiennes
- f) Communiqués de presse
- g) Actes de la Conférence revus par les paires.

B. Résultats

a) Meilleure compréhension de l'importance et de la nécessité de collecter des données climatologiques, et de générer et diffuser des informations et des connaissances afin de permettre à l'Afrique de se nourrir elle-même face aux changements climatiques

b) Meilleure compréhension des tendances récentes concernant les changements climatiques et de leurs incidences sur la production et le développement agricoles en Afrique

c) Connaissance affinée des liens entre la nourriture, l'énergie, l'eau et les écoservices dans la chaîne de valeur agricole

d) Plus grande priorité accordée aux investissements et aux partenariats par les gouvernements africains et les partenaires dans le cadre des travaux de recherche sur le climat pour le développement

e) Connaissance plus affinée des opportunités de développement d'une énergie propre

f) Connaissance plus pointue des négociateurs africains dans le processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en ce qui concerne l'amélioration de la production agricole

g) Recommandations concrètes en vue d'éclairer les négociations devant aboutir à la vingt et unième session de la Conférence des Parties

h) Meilleures compréhension et connaissance des effets des changements climatiques sur les interdépendances rurales et urbaines

i) Recommandations sur les moyens de traduire les connaissances en actions afin d'améliorer la performance de l'agriculture en Afrique et de mieux assurer sa sécurité alimentaire.

IV. Sous-thèmes

Sous-thème 1: Améliorer et tirer parti des données, informations et connaissances climatologiques à l'appui de la production agricole, de la gestion des ressources en eau et de la sécurité alimentaire en Afrique

Sous-thème 2: Opportunités offertes par l'agriculture aux fins du développement des énergies renouvelables en Afrique

Sous-thème 3: Renforcer la capacité de l'Afrique de mobiliser et d'obtenir des financements et des investissements au service d'une transformation agricole résistante au climat

Sous-thème 4: L'innovation ainsi que le transfert et le déploiement de technologie au service de la transformation agricole dans le contexte des changements climatiques.

Sous-thème 1: Améliorer et tirer parti des données, informations et connaissances climatologiques à l'appui de la production agricole, de la gestion des ressources en eau et de la sécurité alimentaire en Afrique

11. L'agriculture est l'un des secteurs les plus importants en Afrique, car elle représente près de 30 % du produit intérieur brut et 50 % du total des exportations, et emploie plus de 70 % de la population dans la plupart des pays africains non exportateurs de pétrole. Le secteur est cependant vulnérable à la variabilité et aux changements climatiques, car il dépend essentiellement des pluies. Les modèles de circulation générale prédisent une augmentation de la température en Afrique, qui ne manquera pas d'avoir des effets négatifs sur la production agricole du continent. Les effets des changements climatiques sont particulièrement graves en Afrique parce que le continent a une capacité d'adaptation faible en raison de ses limites institutionnelles, économiques et financières.

12. Il est crucial de comprendre les effets potentiels des changements climatiques actuels et prévisibles sur l'agriculture africaine et d'identifier les moyens de s'adapter à eux et d'atténuer leurs effets néfastes, afin d'améliorer la performance et la viabilité de l'agriculture. Il est également important de comprendre le rôle des écosystèmes, du capital naturel et de la gestion efficace des ressources hydriques agricoles afin d'améliorer la productivité agricole. Pour ce faire, les pays africains doivent élaborer et adopter des politiques agricoles tendant à renforcer la gestion des ressources hydriques agricoles tout en tenant compte des besoins des écosystèmes du continent pour rendre l'agriculture inclusive et résistante face aux effets prévus des changements climatiques.

13. Ces dernières années, l'accent a été mis à juste titre sur l'amélioration des données et informations climatologiques en Afrique par la mise à niveau des réseaux d'observation, le sauvetage

et le stockage des archives et le rapprochement des rares observations à l'aide de produits de télédétection et de ré-analyse. Les données et informations climatologiques améliorées pourraient être à nouveau analysées et présentées selon les normes de référence en matière de climatologie, les bases de connaissance et les instruments d'appui à la prise de décision spécifiques aux conditions climatiques prévalant en Afrique. La présentation et la traduction des données climatologiques disponibles en informations utiles pour les usagers finaux et la mise à niveau des services pourraient contribuer grandement à réduire les risques et les incertitudes inhérentes aux changements climatiques. L'amélioration des informations climatologiques favoriserait aussi une meilleure gestion des ressources hydriques, les semences et les récoltes en temps opportun, le stockage, la transformation et le transport vers les marchés. Les bases de connaissance sur le climat et les instruments d'appui à la décision fournissent des preuves scientifiques sur le climat aux fins de l'élaboration des politiques et de la prise de décisions dans le secteur agricole et d'autres secteurs de développement. Ils fournissent aussi des preuves sur les options d'adaptation plausible et les voies alternatives de développement résistantes au climat en Afrique.

14. Les habitants des villes seront aussi touchés par les climats extrêmes puisqu'ils dépendent des zones rurales pour leur approvisionnement en produits alimentaires, et peuvent donc pâtir d'une hausse des prix résultant d'un déficit de production de denrées agricoles. Par conséquent, il est indispensable de combler le fossé qui sépare les zones rurales et les zones urbaines et de renforcer les liens entre les deux communautés, en vue d'améliorer la performance agricole, de prévenir et de gérer les risques, de réduire la vulnérabilité, et de construire un secteur agricole résistant au climat et capable de produire suffisamment de vivres pour l'Afrique et des excédents pour les autres marchés. Par ailleurs, les agriculteurs des zones rurales devraient avoir un accès direct aux marchés urbains, afin d'accroître leurs revenus et de les inciter à opter pour des cultures ou des élevages à plus forte valeur commerciale.

15. Au titre de ce sous-thème, on s'attachera à évaluer les effets des tendances climatiques récentes sur la production agricole en Afrique et à encourager l'utilisation de ces informations pour éclairer les décideurs sur les priorités en matière d'investissement. Il s'agit aussi d'encourager le meilleur usage possible des opportunités induites par les changements climatiques, pour adapter l'agriculture africaine à la variabilité et aux changements climatiques, et améliorer la performance agricole de sorte, qu'à terme, l'Afrique puisse se nourrir elle-même. On analysera les possibilités de mettre rapidement les informations climatologiques à la disposition des utilisateurs finaux – c'est-à-dire le paysan au niveau local. Il est proposé de susciter le dialogue entre les décideurs et d'autres parties prenantes sur les moyens de réduire le fossé actuel entre zones rurales et zones urbaines. Enfin, on examinera les possibilités de renforcement des liens tout au long de la chaîne de valeur agricole et les effets des migrations sur la production et la sécurité alimentaires.

16. Les débats relevant de ce sous-thème mettront l'accent sur les sujets suivants:

Sujet 1.1: Renforcer la capacité de gestion des connaissances climatologiques, de prévision et de projection ainsi que d'alerte avancée et de gestion des catastrophes dans le secteur agricole

Sujet 1.2: Les effets et tendances du climat dans les systèmes de production agricoles: alternatives pour renforcer la réactivité par un accès opportun à l'information à tous les niveaux

Sujet 1.3: Rendre l'Afrique capable de se nourrir elle-même de manière durable, en tirant parti des écosystèmes et du capital naturel

Sujet 1.4: Options politiques et mesures susceptibles de réduire l'écart entre zones rurales et zones urbaines, et d'atténuer les vulnérabilités face aux changements climatiques.

Sous-thème 2: Opportunités offertes par l'agriculture aux fins du développement des énergies renouvelables en Afrique

17. L'accès aux services énergétiques est l'une des principales entraves au développement économique en Afrique. La sécurité alimentaire, objectif ultime et préalable indispensable à la réalisation d'un développement transformateur et durable, ne saurait être atteinte sans énergie suffisante. À peine 31 % des Africains vivant au sud du Sahara ont accès à l'électricité, le taux n'étant que de 14 % dans les zones rurales où l'agriculture est le principal employeur. L'énergie est non seulement le moteur de la production agricole, de la transformation et de la création de valeur ajoutée, mais aussi la force motrice derrière le développement des transports, du commerce et de la consommation. Or, l'insuffisance énergétique et l'accès limité à l'électricité sont en très grande partie responsables de la pauvreté qui perdure en Afrique.

18. Nombre d'experts estiment que le déficit énergétique du continent peut être convenablement résorbé par la promotion du développement de l'énergie verte. Les effets des changements climatiques sur les systèmes énergétiques renouvelables (notamment l'énergie hydroélectrique) sont importants et peuvent notamment affecter les flux hydrologiques et la répartition de ressources hydriques variables et rares entre utilisateurs finaux en concurrence. Compte tenu du caractère complexe de la gestion des risques/avantages des changements climatiques dans le secteur énergétique et, sur un plan plus général, de la compétition qui caractérise les différents usages faits de l'eau, il importe de mener des campagnes d'information, d'intégrer systématiquement les changements climatiques dans les politiques énergétiques et de coordonner la planification sur la base du lien entre eau, nourriture et énergie. La question de la sécurité alimentaire en Afrique doit être examinée en parallèle avec celle de la sécurité de l'approvisionnement en énergie et en eau, ainsi que de ses effets sur la productivité agricole et les écosystèmes dans le contexte des changements climatiques.

19. La question des innovations dans le domaine des ressources forestières et des biocarburants doit aussi être étudiée car les innovations ont des incidences sur la productivité agricole. En effet, plus de 80 % des Africains dépendent de la biomasse comme principale source d'énergie, et la demande en ressources forestières ne montre aucun signe de fléchissement (CEA, 2014). La pression exercée par cette demande croissante sur les ressources forestières requiert la mise en place d'un cadre amélioré de gestion, des données plus fiables sur les stocks de forêts ainsi qu'une stratégie et une politique globales de gestion de la biomasse. Il faudrait étudier pleinement la question du développement des biocarburants et de leurs effets potentiels sur l'agriculture en Afrique.

20. Les technologies énergétiques ont un effet bénéfique direct sur la sécurité alimentaire et contribuent à renforcer l'efficacité tout au long de la chaîne de valeur agricole. Le déploiement efficace des technologies énergétiques requiert donc la mise en œuvre des meilleures pratiques et technologies ainsi que l'élaboration de politiques susceptibles de prendre en compte les liens entre technologies énergétiques et sécurité alimentaire.

21. Les débats relevant de ce sous-thème mettront l'accent sur les sujets suivants:

Sujet 2.1: Comprendre le lien entre l'eau, la nourriture et l'énergie dans le contexte des changements climatiques

Sujet 2.2: Tirer parti des opportunités offertes par les technologies d'énergie renouvelable dans la chaîne de valeur agricole

Sujet 2.3: Bioénergie et biocarburants: défis et opportunités pour la sécurité alimentaire.

Sous-thème 3: Renforcer la capacité de l'Afrique de mobiliser et d'obtenir des financements et des investissements au service d'une transformation agricole résistante au climat

22. Pour que l'agriculture africaine puisse résister aux changements climatiques, il importe, entre autres, d'élaborer des politiques et des stratégies permettant d'accéder aux financements et d'accroître les investissements dans le secteur. Le financement climatique est un mécanisme, parmi d'autres, qui permettrait d'exploiter les opportunités découlant des changements climatiques. Des stratégies et incitations tels que le Mécanisme pour un développement propre, le programme de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD et REDD+) et le Fonds vert pour le climat, qui visent à réduire les émissions provenant des forêts et à accroître les stocks de carbone, sont apparus comme les principaux mécanismes de financement internationaux dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Cependant, jusqu'à présent, le continent n'a guère eu accès aux mécanismes internationaux de financement et n'a presque pas participé aux marchés du carbone. En effet, l'Afrique n'a réussi à obtenir que 2 % de tous les projets relevant du Mécanisme pour un développement propre, et doit donc renforcer sa capacité d'obtenir et d'absorber des fonds provenant de sources extérieures et de créer un environnement propice aux investissements du secteur privé.

23. L'agriculture offre également un grand potentiel d'atténuation des changements climatiques par la séquestration du carbone. On estime que 6 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (dont 70 % se trouvent dans les pays en développement) sont séquestrées chaque année dans ce secteur. Or, le Protocole de Kyoto a négligé la question de la séquestration du carbone dans l'agriculture, rendant celle-ci inéligible au financement climatique alors qu'elle pourrait fournir des possibilités de revenus supplémentaires aux agriculteurs. Aussi des dirigeants africains et des dirigeants d'autres pays en développement ont-ils plaidé pour l'inclusion du secteur agricole dans les financements internationaux dédiés au climat. Ils ont appelé à la mise en place d'un mécanisme destiné à évaluer et à valoriser la séquestration du carbone agricole. Les pourparlers devraient se poursuivre dans le cadre des négociations internationales en cours sur le financement climatique, mais il faudrait aussi s'efforcer d'améliorer la capacité du continent d'accéder aux fonds déjà disponibles pour financer l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. De surcroît, il faudrait accroître la capacité des pays africains d'absorber les fonds dédiés au climat. L'amélioration de la performance agricole et de la sécurité alimentaire en Afrique passent aussi par l'élaboration de mécanismes locaux de financement innovants et la création d'un environnement propice aux investissements du secteur privé dans le secteur agricole.

24. Au titre de ce sous-thème, on examinera les questions relatives aux financements climatiques dans les négociations afin d'améliorer la capacité de l'Afrique d'accéder aux fonds internationaux dédiés au climat, d'élaborer des mécanismes locaux de financement efficaces et de créer un environnement propice à la participation du secteur privé dans le secteur agricole. L'occasion sera offerte de partager des données d'expérience concernant l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales sur les changements climatiques et de stratégies d'accès aux financements climatiques, notamment par le biais de l'Alliance mondiale pour une agriculture africaine climatiquement

rationnelle. On se penchera aussi sur le rôle des femmes et du secteur privé dans le renforcement de la capacité de l'Afrique de mobiliser, d'obtenir et de mettre en œuvre des financements climatiques.

25. Les débats relevant de ce sous-thème mettront l'accent sur les sujets suivants:

Sujet 3.1: Options pour renforcer la capacité de l'Afrique d'accéder aux mécanismes de financement climatique aux fins de la transformation agricole

Sujet 3.2: L'agriculture dans le cadre des négociations relatives à la Convention-cadre sur les changements climatiques: quelles opportunités pour l'Afrique?

Sujet 3.3: Mécanismes de financement (REDD+, Fonds vert pour le climat, régimes d'assurance et financement privé, entre autres)

Sujet 3.4: Augmentation des financements et des investissements du secteur privé dans une agriculture résistante aux changements climatiques.

Sous-thème 4: L'innovation ainsi que le transfert et le déploiement de technologie au service de la transformation agricole dans un contexte de changements climatiques

26. Des millions d'Africains qui vivent dans des zones rurales dépendent directement de l'agriculture et rencontrent des obstacles techniques, économiques, sociaux, culturels et traditionnels pour améliorer leurs moyens de subsistance. Face à cette situation, ils ont recours aux savoirs et aux innovations autochtones au moyen de l'expérimentation et de l'adaptation locales, mais cela n'est toutefois pas suffisant pour résoudre les problèmes complexes du secteur agricole. Les questions nouvelles comme les changements climatiques requièrent un complément d'innovation, des technologies qui s'appuient sur la science et des politiques d'accompagnement. Les progrès scientifiques et l'innovation sont donc des facteurs essentiels pour la transformation de l'agriculture africaine. Dans ce contexte, d'immenses efforts ont été consentis au cours des dix dernières années pour développer par exemple des variétés de cultures à rendement élevé, qui résistent à la sécheresse, aux insectes nuisibles et aux maladies; grâce à des partenariats public/privé et à des institutions internationales de recherche.

27. Toutefois, le potentiel de ces technologies et innovations agricoles s'agissant d'améliorer le bien-être économique et de renforcer la sécurité alimentaire des petits exploitants est largement sous-utilisé dès lors que la plupart des travaux effectués restent dans les centres de recherche, et sont peu connus des agriculteurs qui ne les utilisent pas. En outre, nombre d'institutions publiques de recherche manquent de ressources pour diffuser, distribuer et faire adopter les produits de leurs travaux de recherche dans les zones rurales. L'adoption de nouvelles technologies est limitée par le coût élevé des intrants et les risques potentiels, qui font que la plupart des petits agriculteurs sont peu enclins à les adopter. Les technologies de l'information et de la communication peuvent également jouer un rôle important dans l'amélioration de la productivité du secteur agricole, en fournissant un appui rapide à la décision et des informations climatologiques aux utilisateurs finaux, à l'aide de plates-formes telles que les réseaux de téléphonie mobile et les radios rurales. Or, les technologies de l'information et de la communication ne sont pas pleinement intégrées dans les stratégies agricoles nationales en Afrique et la majorité des initiatives liées aux TIC sont utilisées dans le cadre de petits projets pilotes et ne ciblent pas les objectifs des politiques globales de développement agricole.

28. Au titre de ce sous-thème, on passera en revue les innovations technologiques existantes, y compris les technologies de l'information et de la communication dont on pourrait tirer parti pour face aux effets des changements climatiques et augmenter la production agricole, renforcer la sécurité alimentaire et transformer la chaîne de valeur agricole.

29. Les débats relevant de ce sous-thème mettront l'accent sur les sujets suivants:

Sujet 4.1: La recherche et les innovations agricoles, l'accent étant particulièrement mis sur le développement à faible teneur en carbone

Sujet 4.2: Le renforcement des politiques et du financement pour le développement et le transfert de technologies vertes vers l'agriculture

Sujet 4.3: Options pour renforcer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans le cadre de la diffusion des informations climatologiques tout au long de la chaîne de valeur agricole.

V. Organisation de la Conférence

30. La Conférence comprendra un dialogue de haut niveau, des sessions plénières, des sessions parallèles ainsi des manifestations avant, pendant et après la Conférence. Un certain nombre de personnalités éminentes prononceront des allocutions sur les défis et les opportunités liés aux changements climatiques et leurs incidences sur la sécurité alimentaire. Des orateurs et des experts présenteront des analyses contextuelles pour atteindre l'objectif fondamental consistant à assurer la sécurité alimentaire. La Conférence accordera une place prépondérante aux organisations de la société civile, aux groupes de femmes, aux jeunes et aux agriculteurs.

31. La première journée sera consacrée à une session plénière de haut niveau au cours de laquelle des ministres et d'éminents spécialistes se pencheront sur le thème retenu et donneront le ton des débats. Cette session sera suivie de plusieurs interventions qui ouvriront les débats en plénière consacrés à chaque sous-thème. Une session plénière sur les perspectives d'économie verte en rapport avec les quatre sous-thèmes marquera la fin de la première journée. Les participants auront l'occasion de s'adresser aux experts et aux orateurs pour approfondir les points soulevés lors des exposés.

32. Pour laisser place à des discussions plus approfondies sur des sujets spécifiques portant sur les changements climatiques et le développement identifiés dans les sous-thèmes, la deuxième journée sera consacrée à cinq sessions parallèles. Des experts retenus pour chaque sous-thème animeront les exposés consacrés à chaque sujet.

A. Manifestations préparatoires

33. Un forum préparatoire sera organisé pour examiner le rôle joué par l'intégration régionale et la libéralisation des échanges dans la sécurité alimentaire en Afrique, ainsi que des questions relatives au genre et à l'urgence de la mécanisation des petites exploitations agricoles.

B. Manifestations en marge de la Conférence

a) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

- b) Réseau des académies africaines des sciences (NASAC)
- c) Débats entre centres nationaux de liaison sur les changements climatiques
- d) Les femmes, les jeunes et les changements climatiques (en collaboration avec la Division des politiques de développement social de la Commission économique pour l'Afrique)
- e) Lien entre les changements climatiques, l'agriculture, le commerce et l'énergie
- f) Le rôle des médias s'agissant d'informer sur les effets du climat et les possibilités d'adaptation
- g) Le rôle des agriculteurs africains dans les initiatives locales d'adaptation
- h) La vulnérabilité de la production agricole dans les petits États insulaires en développement d'Afrique
- i) Le renforcement des capacités en lien avec les changements climatiques
- j) Echange de données d'expérience entre les pays pilotes africains.

C. Exposition

34. Une exposition d'affiches en marge de la conférence sera l'occasion de créer des réseaux et d'échanger des vues sur les possibilités qui s'offrent en Afrique et ailleurs de traduire les connaissances climatologiques en actions, en vue de parvenir à une agriculture résistante au climat et capable de faire face aux changements climatiques.